

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 53 (1961)
Heft: 10

Artikel: Le contrôle technique obligatoire dans l'horlogerie
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385211>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le contrôle technique obligatoire dans l'horlogerie

La décision prise récemment en assemblée générale par la Fédération horlogère de rendre le contrôle technique obligatoire pour tous ses membres est entrée en vigueur le 1^{er} septembre.

Les expériences faites depuis un peu plus d'un an permettent de conclure au bon fonctionnement des centres, qui ont exercé leurs contrôles à titre facultatif jusqu'à ce jour. Tandis que le volume des dépôts de montres (189 000 pièces en juin contre 108 000 en janvier 1961) et que le nombre des fabricants se soumettant au contrôle (137 en juin contre 76 en janvier 1961) a augmenté régulièrement, les échecs ont été nettement en régression. En septembre 1960, on notait 48% d'échecs, puis 11,5% en janvier 1961 et 8% en juin dernier.

Grâce aux conseils techniques donnés aux fabricants par les spécialistes des centres, pas un seul des deux cent cinquante fabricants qui se sont soumis au contrôle est actuellement en « régime forcé », c'est-à-dire astreint à un contrôle plus sévère. Les fabricants qui, au début, ne satisfaisaient pas aux normes sont aujourd'hui en régime normal. On constate, d'autre part, que de nombreux fabricants dont la production satisfait entièrement aux normes minimums et qui, par le fait, sont soumis au « régime relâche » se servent des indications fournies par les centres pour améliorer leur indice moyen de qualité. Jusqu'à ce jour, un million et demi de montres ont été présentées dans les douze centres qui sont répartis dans les régions horlogères et qui occupent au total une cinquantaine de personnes. Il est prévu que le contrôle sera gratuit pour les fabricants se trouvant en régime normal ou relâche et que seuls devront s'acquitter d'une taxe ceux qui se trouvent en régime plus sévère.

Le comité technique de surveillance du contrôle FH des montres, qui était à l'origine composé exclusivement de fabricants membres de la FH, est maintenant mixte. Il comprend notamment le directeur de l'Empa (Laboratoire fédéral d'essai des matériaux), M. Brandenberger, de Zurich, le directeur du Bureau fédéral des poids et mesures, M. Koenig, de Berne, ainsi que des représentants des grandes associations horlogères et des milieux de l'enseignement horloger.

D'ici un à deux mois, la totalité des fabricants qui ne sont pas encore soumis au contrôle obligatoire seront visités par le personnel des centres pour être conseillés et pour que des échantillons de leur production soient prélevés.